

17 OCTOBRE

“ Pour les droits des femmes



PHOTO : M. MIGNEAU

Le Collectif national pour les Droits des Femmes et Femmes solidaires sont à l'origine de l'appel, signé par de très nombreuses organisations, à manifester le 17 octobre prochain. Il s'agit de faire entendre les voix de tous ceux et toutes celles qui revendiquent pour les femmes la liberté de disposer de leurs corps, l'autonomie financière, la dignité contre les violences qu'elles subissent, l'égalité et la laïcité. Parce que, si de nombreux droits ont été conquis et si l'égalité hommes-femmes est dans les textes de loi, la réalité est autre. Dans une période dominée par des reculs sociaux et économiques importants, où les droits sont remis en cause et où beaucoup souffrent, la situation des plus fragiles se trouve encore aggravée. Et les femmes, par leur position dans le monde du travail et dans la sphère familiale, sont particulièrement touchées par le manque d'emploi, les baisses de salaire, l'offre moindre de services publics... C'est pourquoi il est temps de réagir, en conjuguant lutte pour les droits des femmes et lutte pour le maintien des acquis sociaux.

FREDERIQUE BAREAU

APPEL

En France, en 2009, les femmes perçoivent des salaires inférieurs de 21 % à ceux des hommes, elles représentent 80 % des travailleurs pauvres, assurent l'essentiel du travail ménager et de l'éducation des enfants. 85 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes et leurs retraites sont en moyenne inférieures de 600 euros par mois. Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint. Une femme est violée toutes les 10 minutes.

En situation de crise...

Notre pays connaît une crise sans précédent de par sa longévité et la brutalité de ses attaques sur nos vies. Personne n'est épargné, jeunes, retraités, actifs, chômeurs, migrants... Dans cette situation d'une violence inouïe, les femmes sont une fois de plus en première ligne des mauvais coups : précarité, inégalité salariale, travail à temps partiel imposé, chômage... Alors que le gouvernement remet en cause des acquis sociaux du Conseil National de la Résistance largement portés par les femmes, ces dernières suppléent à la diminution des missions de services publics.

Le respect des droits des femmes est fondamental.

La défense des droits des femmes a tendance à être reléguée au second plan alors qu'elle serait une réponse sociale à la crise. Nous avons toutes et tous intérêt à l'égalité. Nous devons remettre l'égalité des droits sur le devant de la scène. La lutte contre les préjugés sexistes et l'homophobie doit être au cœur des projets du service public de l'Éducation Nationale pour répondre pleinement aux aspirations d'une future société égalitaire. Femmes et hommes, dans l'unité, nous imposerons d'autres choix au gouvernement et à l'ordre mondial pour faire reculer la casse de tous les acquis obtenus par nos luttes au XX^e siècle.

Nous sommes mobilisées pour :

4 LA LIBERTE de disposer de son corps. Notre corps nous appartient : il faut garantir le droit à la contraception, à l'avortement partout sur le territoire, ainsi que le droit, pour toutes et pour tous, de choisir sa sexualité.

4 L'AUTONOMIE financière et du temps pour vivre : il est grand temps que des mesures contraignantes soient prises pour rendre effective l'égalité dans le monde du travail. Cela passe également par une répartition égale des tâches ménagères, aujourd'hui assumées à 70 % par les femmes.

4 LA DIGNITE avec le vote et l'application de la loi cadre contre les violences faites aux femmes, loi déposée au Parlement par le Collectif National Droits des Femmes. De nombreuses femmes sont victimes de violences, uniquement parce qu'elles sont femmes. 48 000 femmes sont violées chaque année en France et des milliers sont victimes de la prostitution qui est une véritable violence faite aux femmes.

4 LA LAÏCITE, fondement de notre société que l'on ne doit pas remettre en cause. La lutte contre le sexisme passe par la défense d'une société qui repose sur la séparation des Églises et de l'État. Nous refusons que des réactionnaires et intégristes de tous poils, encouragés par certains responsables religieux remettent en cause nos droits.

4 L'EGALITE dans la vie politique, économique et sociale. Nous voulons l'application stricte des lois régissant les mesures contre les discriminations sexistes et lesbophobes. Alors que les inégalités sont si fortes entre les femmes et les hommes, les services publics constituent également un élément déterminant pour les femmes dans l'accès aux soins, à l'école et aux services de la petite enfance.

4 LA SOLIDARITE dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et l'égalité pour les femmes migrantes venues en France qui subissent une double discrimination. 1



Pour en savoir plus

www.collectifdroitsdesfemmes.org

www.femmes-solidaires.org

www.mobilisationdroitsdesfemmes.com